

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

27 mars 2013

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code civil
en ce qui concerne la répétibilité
des frais extraordinaires que les parents
paient pour leurs enfants**

(déposée par
Mmes Lahaye-Battheu
et Carina Van Cauter)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

27 maart 2013

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek
wat betreft de verhaalbaarheid
van de buitengewone kosten die ouders
voor hun kinderen betalen**

(ingediend door
de dames Sabien Lahaye-Battheu
en Carina Van Cauter)

RÉSUMÉ

Chaque parent contribue aux frais ordinaires et extraordinaires des enfants. Après un divorce, il arrive fréquemment qu'une contribution aux frais extraordinaires ne soit pas demandée sur une base régulière. Pour éviter des surprises désagréables, les auteurs proposent que chaque parent communique chaque année, sauf cas de force majeure, les frais extraordinaires à l'autre parent. En tout état de cause, les créances de frais extraordinaires se prescrivent par cinq ans.

SAMENVATTING

Elke ouder draagt bij in de gewone en buitengewone kosten van de kinderen. Na een echtscheiding komt het vaak voor dat men niet op regelmatige basis een bijdrage vraagt in de buitengewone kosten. Om onaangename verrassingen te vermijden, stellen de indieners voor dat elke ouder de buitengewone kosten — behoudens overmacht — jaarlijks mededeelt aan de andere ouder. In ieder geval verjaren de vorderingen van buitengewone kosten na verloop van vijf jaar.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél. : 02/ 549 81 60		Tel. : 02/ 549 81 60	
Fax : 02/549 82 74		Fax : 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail : publications@lachambre.be		e-mail : publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Lorsque des époux divorcent tout en ayant des enfants, ils conviennent souvent qu'en plus d'une contribution alimentaire mensuelle, ils contribueront également chacun aux frais extraordinaires des enfants. S'ils n'y parviennent pas d'un commun accord, le tribunal peut imposer aux parents de payer cette contribution.

Jusqu'à la loi du 19 mars 2010 visant à promouvoir l'objectivation du calcul des pensions alimentaires, ce qu'il fallait précisément entendre par la notion de frais extraordinaires faisait l'objet de discussions interminables.

Il y avait des jurisprudences divergentes qui interprétaient chacune la notion à leur manière. On pouvait et on peut cependant en inférer que, la plupart du temps, les frais médicaux extraordinaires, les frais scolaires extraordinaires et les frais extrascolaires extraordinaires sont acceptés.

Sont considérés comme des frais médicaux extraordinaires (pour autant qu'ils ne soient pas couverts par la mutualité ou une assurance) les dépenses médicales effectuées dans le cadre d'une hospitalisation, les frais relatifs à des examens médicaux ou dentaires spécialisés (scanner, échographie, radiologie,...), à des interventions chirurgicales, à des traitements médicaux spéciaux, à l'orthodontie, à la logopédie, aux suppléments en matière de kinésithérapie, aux lunettes ou lentilles, à la psychologie, à la psychiatrie, aux semelles de support, aux soins à domicile, etc. Les visites régulières chez le médecin généraliste et le dentiste n'en font pas partie.

Les frais scolaires extraordinaires comprennent les dépenses scolaires relatives aux voyages scolaires de plusieurs jours, les droits d'inscription, les frais d'internat, le coût des chambres d'étudiant, des études supérieures, des formations spéciales, des manuels scolaires, du matériel d'études et des vêtements scolaires, des abonnements de train ou scolaires.

Les frais liés aux repas de midi et aux cours de natation n'ont pas un caractère extraordinaire.

Les frais extrascolaires extraordinaires concernent les stages sportifs, les stages linguistiques, la cotisation et les frais d'inscription des clubs sportifs et des écoles de danse, les tenues sportives spécifiques, le coût du matériel de musique et de sport.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Wanneer mensen scheiden en kinderen hebben, komen ze vaak overeen dat ze naast een maandelijkse onderhoudsbijdrage voor de kinderen, ook elk zullen bijdragen in de buitengewone kosten van de kinderen. Wanneer dit niet lukt in onderling overleg is het mogelijk dat de rechtbank de ouders oplegt deze bijdrage te betalen.

Tot aan de wet van 19 maart 2010 aangaande de objectivering van onderhoudsgelden voerde men eindeloze discussies over wat men precies moest verstaan onder het begrip buitengewone kosten.

Er bestond uiteenlopende rechtspraak die telkens een eigen interpretatie gaf aan de term. Men kon en kan evenwel afleiden dat meestal buitengewone medische kosten, buitengewone schoolkosten en buitengewone naschoolse kosten worden aanvaard.

Onder buitengewone medische kosten (voor zover zij niet gedekt zijn door de mutualiteit of verzekering) vallen medische uitgaven naar aanleiding van hospitalisatie, kosten van gespecialiseerde medische of tandheelkundige onderzoeken (zoals scanner, echografie, radiologie), chirurgische ingrepen, bijzondere medische behandelingen, orthodontie, logopedie, opleg van kinesithérapie, bril of lenzen, psychologie, psychiatrie, steunzolen, thuisverpleging enzovoort. Regelmatige bezoeken aan huisarts en tandarts vallen hier niet onder.

Buitengewone schoolkosten omvatten schooluitgaven met betrekking tot meerdaagse schoolreizen, inschrijvingsgeld, internaatskosten, kot, kosten van hogere studies, bijzondere opleidingen, leerboeken, studiemateriaal en schoolkledij, trein- of schoolabonnementen.

Kosten van middagmaaltijden en zwemlessen hebben geen bijzonder karakter.

Buitengewone naschoolse kosten slaan op sportkampen, taalkampen, lid en inschrijvingsgeld van sportclubs en dansschool, specifieke sportkledij, kosten muziek- en sportmateriaal.

La loi du 19 mars 2010 a finalement défini les frais “ordinaires”, d’une part, et les frais “extraordinaires”, d’autre part.

Les frais ordinaires sont “les frais habituels relatifs à l’entretien quotidien de l’enfant”.

Par frais extraordinaires, on entend “les dépenses exceptionnelles, nécessaires ou imprévisibles qui résultent de circonstances accidentelles ou inhabituelles et qui dépassent le budget habituel affecté à l’entretien quotidien de l’enfant qui a servi de base, le cas échéant, à la fixation des contributions alimentaires.” (art. 203*bis*, § 3, alinéa 2, du Code civil).

Au jour d’aujourd’hui, le débat porte donc moins sur ce que recouvre ou non la notion de frais extraordinaires, du fait notamment que ceux-ci ont été définis dans le jugement.

Tout n’est pas résolu pour autant. En pratique, on constate souvent que le parent qui réclame à l’autre la contribution aux frais extraordinaires, ne le fait pas de manière régulière. Cela pose deux problèmes majeurs. Premièrement, le montant augmente considérablement car, si le parent qui réclame la somme attend, par exemple, six ans avant d’effectuer le décompte, le parent débiteur sera confronté à une somme colossale. Deuxièmement, il est extrêmement difficile, après une période aussi longue, de pouvoir contrôler si le décompte est effectivement correct.

À l’heure actuelle, les frais extraordinaires peuvent être perçus par l’intermédiaire de l’huissier de justice sur la base d’un décompte unilatéral. En cas de problème, il appartient alors au juge des saisies de contrôler le décompte. Cette opération, en plus de faire perdre beaucoup de temps, a également pour effet d’augmenter considérablement les frais afférents à la perception et à la contestation éventuelle.

Nous voulons que le parent qui réclame à l’autre parent le paiement de sa contribution se conduise de manière responsable. C’est pourquoi nous voulons inscrire dans la loi qu’un décompte doit être communiqué régulièrement au parent débiteur. En effet, ce dernier n’est pas le seul à assumer la responsabilité du paiement (dans les délais impartis). Les deux parents doivent se conduire comme des adultes consciencieux. On ne peut toutefois pas rester sourd, ni insensible au fait qu’en raison de certaines circonstances, il est parfois impossible de produire un décompte en temps utile, par exemple, parce que le parent qui réclame la contribution aux frais extraordinaires attend lui-même toujours certains documents (des factures). C’est

Met de wet van 19 maart 2010 werd eindelijk een definitie gegeven van “gewone” kosten langs de ene kant en van “buitengewone” kosten langs de andere kant.

De gewone kosten zijn “alle gebruikelijke kosten met betrekking tot het dagelijks onderhoud van het kind”.

Onder buitengewone kosten wordt verstaan “de uitzonderlijke, noodzakelijke of onvoorzienbare uitgaven die voortvloeien uit toevallige of ongewone gebeurtenissen en die het gebruikelijke budget voor het dagelijks onderhoud van het kind dat desgevallend als basis diende voor de vaststelling van de onderhoudsbijdragen overschrijden.” (art. 203*bis*, § 3, tweede lid, Burgerlijk Wetboek).

Momenteel doen zich dan ook minder discussies voor over wat nu wel en wat niet inbegrepen is in de buitengewone kosten ook al omdat die in het vonnis omschreven staan.

Toch is nog niet alles opgelost. In de praktijk ziet men vaak dat de ouder die aan de andere ouder de bijdrage in de buitengewone kosten vraagt, dit niet op regelmatige basis doet. Daar vloeien twee grote problemen uit voort. Ten eerste loopt het bedrag flink op want als de ouder die om de som vraagt bijvoorbeeld 6 jaar wacht om de afrekening te maken, ziet de ouder die moet betalen zich geconfronteerd met een enorm bedrag. Ten tweede is het zeer moeilijk om na al die tijd nog te kunnen controleren of de afrekening wel correct is.

Momenteel kunnen de buitengewone kosten geïnd worden via de gerechtsdeurwaarder op basis van een eenzijdige afrekening. Wanneer er problemen ontstaan, is het dan aan de beslagrechter om de afrekening te controleren. Niet alleen gaat hier veel tijd mee verloren, het zorgt er ook voor dat de kosten die met de inning en eventuele betwisting gepaard gaan hoog oplopen.

Wij willen dat de ouder die om de betaling van de bijdrage van de andere ouder vraagt zich verantwoordelijk gedraagt en willen daarom wettelijk inschrijven dat er op regelmatige basis een afrekening moet meegedeeld worden aan de ouder die de bijdrage moet betalen. Het is immers niet alleen deze laatste die de verantwoordelijkheid heeft (tijdig) te betalen. Beide ouders moeten zich als plichtsbewuste volwassenen gedragen. Men mag er echter niet blind of ongevoelig voor zijn dat er soms omstandigheden kunnen zijn die kunnen rechtvaardigen dat het niet mogelijk is tijdig een afrekening voor te leggen, bijvoorbeeld omdat de ouder die om de bijdrage in de buitengewone kosten vraagt zelf nog bepaalde documenten (facturen) niet heeft ontvangen.

pourquoi nous voulons prévoir que dans de tels cas de force majeure, un certain report est possible. Le cas échéant, il appartiendra au juge de décider si le délai du report est raisonnable (ou non).

Ceci étant, pour éviter des situations où un parent réclamerait subitement une somme qui serait le total des contributions aux frais extraordinaires de, disons, dix années, il est également prévu que la réclamation de ces frais extraordinaires se prescrit au bout de cinq ans. La réclamation de frais extraordinaires étant souvent étroitement liée à la réclamation de pensions alimentaires, nous avons opté pour le même délai de prescription.

Vandaar dat wij bepalen dat in dergelijke gevallen van overmacht enig uitstel mogelijk is. Het zal in voorkomend geval aan de rechter toekomen om te beslissen of de periode van uitstel redelijk te verantwoorden is.

Om echter situaties te vermijden waar ineens een som die het totaal is van de bijdragen in de buitengewone kosten van pakweg 10 jaar gevorderd wordt, wordt ook ingeschreven dat de vordering van deze buitengewone kosten verjaart na een termijn van vijf jaar. De vordering van buitengewone kosten heeft vaak een nauwe band met de vordering van uitkeringen tot levensonderhoud, vandaar dat voor dezelfde verjaringstermijn gekozen wordt.

Sabien LAHAYE-BATTHEU (Open Vld)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 203*bis* du Code civil, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011, le § 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Sauf cas de force majeure, ces frais sont communiqués chaque année au débiteur d'aliments.”

Art. 3

Dans l'article 2277 du même Code, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3:

“Les créances de frais extraordinaires visés à l'article 203*bis*, § 3.”

28 février 2013

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 203*bis*, van het Burgerlijk Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt paragraaf 3 aangevuld met een lid, luidende:

“Deze kosten worden, behoudens overmacht, jaarlijks aan de onderhoudsplichtige medegedeeld.”

Art. 3

In artikel 2277 van hetzelfde Wetboek wordt tussen het tweede en het derde lid, het volgende lid ingevoegd:

“Vorderingen van buitengewone kosten bedoeld in artikel 203*bis*, § 3.”

28 februari 2013

Sabien LAHAYE-BATTHEU (Open Vld)
Carina VAN CAUTER (Open Vld)